

tion a le droit d'avoir ces réponses. Elle n'obtiendra pas les renseignements demandés. Si c'est là la façon dont on traite le Parlement, il n'y a pas à s'étonner que les dépenses gouvernementales aient augmenté d'année en année.

On nous a dit en 1978 que, même si les dépenses avaient augmenté, nous devions nous réjouir d'avoir un aussi bon gouvernement. Je n'ai jamais vu jusqu'ici aucun gouvernement chercher à se faire réélire en disant au pays que ses dépenses sont plus élevées que jamais, qu'elles ont augmenté de 80 p. 100, que l'augmentation du coût de la vie, qui était de mon temps de 1.5 p. 100 est maintenant de 7 ou 8 p. 100 et continue à monter.

**Une voix:** C'est 9.5 p. 100.

**M. Diefenbaker:** On me dit, 9.5 p. 100. Il en va de même des taux d'intérêt. Dans les jours à venir, nous nous ferons dire que le gouvernement est solide, qu'il est stable, et qu'il protège à merveille les intérêts des Canadiens.

Je vais demander une chose très simple à la Chambre. A mesure que je parle, que les minutes passent, les dépenses du gouvernement augmentent. C'est ce que disent les comptables qui eux ne parlent pas de mémoire. Ils me signalent que j'ai été si généreux en paroles, que je les ai horrifiés. Voici ce que je tiens de plus récent d'un comptable: les dépenses ont augmenté dans certains secteurs de 800 p. 100 depuis que M. Trudeau est au pouvoir.

**Des voix:** Quelle honte!

**M. Diefenbaker:** Je ne parlerai pas plus longtemps. Quelqu'un d'autre vérifiera les chiffres sur la hausse des dépenses, mais on m'affirme qu'elles ont augmenté de 800 p. 100.

● (1552)

Monsieur, la raison pour ne pas répondre est très simple: le gouvernement refuse de répondre à toute question embarrassante. Ce refus est systématique. Aujourd'hui, avec toute la bienveillance et la grandeur d'âme exprimée par le secrétaire parlementaire, le gouvernement condescend à répondre à une quarantaine de questions. Je soutiens que la Chambre a le droit d'exiger que le gouvernement, qui dispose de tous les renseignements nécessaires, réponde à toutes les questions demain ou après-demain, si nous sommes encore ici. Si l'on répondait à ces questions, la population d'Ottawa serait indignée comme jamais auparavant par l'ampleur du favoritisme politique exercé par l'administration actuelle.

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur l'Orateur, en écoutant le très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker), j'ai cru pendant un instant que le débat sur le budget était déjà commencé. Le très honorable député a traité de toutes les facettes de la politique économique, de l'augmentation des dépenses et de la croissance de la dette nationale.

**M. Diefenbaker:** Je n'ai jamais parlé de la dette.

**M. MacEachen:** Il a parlé de tout cela sous le couvert d'une question de privilège ou d'un rappel au Règlement qui n'a aucun fondement dans la réalité. Le très honorable député est obsédé par la possibilité d'élections.

**M. Diefenbaker:** Je ne le suis pas!

**M. MacEachen:** Il est absolument obsédé par la possibilité d'élections. Il nous a dit que nous vivions les derniers jours de

*Privilège—M. Diefenbaker*

la législature actuelle, que le Parlement serait dissous jeudi ou vendredi. Je ne veux pas le soulager de son angoisse . . .

**M. Diefenbaker:** Vous ne le savez pas vous-même. Le premier ministre ne vous l'a pas encore dit.

**M. MacEachen:** Quant à moi, je ne demande pas mieux que de voir le Parlement actuel continuer de vivre pendant une période indéfinie, et je conseille au très honorable représentant de ne pas retenir son souffle jeudi ou vendredi. Pas tout de suite, en tout cas. Je tiens également à lui dire qu'il a complètement faussé la vérité au sujet des réponses données aux questions. En fait, le gouvernement actuel a donné plus d'informations et a répondu à plus de questions que tout autre gouvernement dans l'histoire de notre pays.

**Des voix:** Bravo!

**M. MacEachen:** Si le très honorable député jetait un coup d'œil au *Feuilleton* de la Chambre d'aujourd'hui et le comparait avec un de ceux qui ont été imprimés à l'époque où il était premier ministre, il se rendrait compte que le nombre de questions inscrites au *Feuilleton* a augmenté d'une façon inouïe. Cette augmentation est due en partie au fait qu'il y a maintenant des équipes de chercheurs au service des partis de l'opposition qui n'ont plus rien de mieux à faire que d'imaginer des questions toujours plus ridicules et de les inscrire au *Feuilleton*.

Il faut saisir l'occasion que nous offre le très honorable député de discuter de la nature des questions qui sont inscrites au *Feuilleton*. Nombreuses sont celles qui ont trait à des informations auxquelles les députés ont déjà accès ou qui se trouvent déjà dans la *Gazette du Canada* ou dans l'*Annuaire du Canada* qui est la principale source de l'autorité constitutionnelle de l'opposition officielle. On peut trouver réponse à bon nombre de ces questions en consultant les publications gouvernementales.

Je me demande encore une fois dans quelle mesure la question suivante est d'intérêt public. Elle doit pourtant préoccuper le député car autrement il n'insisterait pas pour qu'on lui réponde:

A ce jour, quels sont a) le nombre total, b) le pourcentage des ministres de langue maternelle (i) anglaise (ii) française?

Monsieur l'Orateur, on a inscrit cette question au *Feuilleton*, une question méchante qu'on aurait dû rejeter sur-le-champ à cause de son caractère insultant.

Voici une question au *Feuilleton* qui réclame beaucoup d'attention de notre part:

Au cours de la visite qu'il a faite en Colombie-Britannique, au début de février 1978, le Premier ministre a-t-il rencontré un groupe de chefs syndicalistes et leur a-t-il dit «Pensez-vous que nous voulons «fourrer» le peuple canadien?» et, dans l'affirmative, a) comment expliqueriez-vous ce que le Premier ministre voulait dire par cette remarque, b) le premier ministre est-il disposé à fournir immédiatement des preuves au Parlement pour montrer qu'il ne cherche pas à «fourrer» le peuple canadien?

C'est là une autre question qu'un député a fait inscrire au *Feuilleton* avec l'espoir que le gouvernement y réponde sérieusement. Le *Feuilleton* renferme de nombreuses questions du même genre, et j'estime que nous rendrions au Parlement un grand service si nous examinions attentivement toutes ces questions pour voir si elles sont utiles et si elles servent vraiment l'intérêt public. Nombreuses sont celles qui sont inutiles et qui ne servent pas l'intérêt public, mais elles figurent au *Feuilleton*, et y répondre entraînerait une grosse dépense de temps et d'argent.